

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 07/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SABLIÈRES DU THIEULIN SAS

Chemin Saint Eloi
91720 MAISSE

Références : 0010007905/RAPVI/YLM/IC220640

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2022 dans l'établissement SABLIÈRES DU THIEULIN SAS implanté Les Sablons - Les Abbayes du Loir 28240 LE THIEULIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES DU THIEULIN SAS
- Les Sablons - Les Abbayes du Loir 28240 LE THIEULIN
- Code AIOT : 0010007905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Carrière de sables

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite du 21/10/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 2.5.1, 2.5.2 et 9.4.3.2	NC 3 : Certaines mesures compensatoires (compensation et restauration de zones humides, création d'une zone refuge) n'ont pas été mises en oeuvre. Transmettre le bon de commande à l'ONF et le calendrier d'intervention pour la restauration du marais du Grand Boizard.	Sans objet
4	Surfaces S1, S2 et S3	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 1.6.2	NC 4 : Dépassement des surfaces S2 et S3.	Sans objet
6	Piezomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	NC 5 : Les ouvrages PZ6 et PZ7 ne sont pas identifiés par le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM).	Sans objet
7	Piezomètres	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 9.2.4.3	NC 7 : L'exploitant n'a pas pris toutes les précautions nécessaires lors de la réalisation du PZ7 en vue de prévenir les risques de pollution des eaux souterraines. L'exploitant n'a pas signalé au préfet dans les meilleurs délais l'incident ayant porté atteinte à la qualité des eaux souterraines ainsi que les premières mesures prises pour y remédier.	Sans objet
8	Piezomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 6	NC 8 : L'état d'entretien du PZ2 ne garantit pas la protection de la ressource en eau souterraine. L'intégrité du piézomètre doit être vérifiée et la raison de la présence d'un animal dans le conduit du piézomètre être investiguée.	Sans objet
10	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 1.6.4	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 9.4.1	NC 1 : Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) ne sont pas consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts ne sont pas mentionnés et explicités. Transmettre les superficies S1, S2 et S3 en l'état actuel de l'exploitation.	Sans objet
2	Suivi faune flore	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 9.4.3.1	NC 2 : Le suivi qualitatif et quantitatif de la faune et de la flore présentes sur le site par une structure naturaliste n'est pas disponible.	Sans objet
5	Utilisation kit anti-pollution	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.5.5	NC6 : La consigne d'intervention établie par l'exploitant en vue de la mise en oeuvre du kit anti-pollution ne peut être mise en oeuvre du fait d'un manque de matériel à disposition du personnel. Le personnel n'est pas suffisamment entraîné à l'application de ces consignes.	Sans objet
9	Quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 1.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un travail important de mise à jour est réalisé par les nouveaux dirigeants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 9.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surface S1, S2 et S3
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">-les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;- les bords de la fouille ;- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- le positionnement des fronts ;- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.
Constats : Sans observations.
Observations : VI du 21/10/2021 : NC1 : Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) ne sont pas consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts ne sont pas mentionnés et explicités. Transmettre les superficies S1, S2 et S3 en l'état actuel de l'exploitation. VI du 16/9/2022 : Le jour de la visite, le plan d'exploitation n'est pas consultable sur site du fait d'un problème de réseau. L'exploitant a transmis par mail le plan d'exploitation de décembre 2021. Tous les éléments appelés par l'article 9.4.1 de l'AP du 20/12/2017 sont présents. L'exploitant pourra utilement disposer d'une version papier de ce document sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi faune flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 9.4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi faune flore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi qualitatif et quantitatif de la faune et de la flore présentes sur le site est réalisé par une structure naturaliste dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis au moins tous les deux ans. Ce suivi porte sur l'ensemble des terrains autorisés par le présent arrêté. Le suivi prend en compte le suivi de la colonisation des mares de substitution, fréquentation des combles, le suivi et le nidification de l'avifaune ainsi que la fréquentation des pierriers. Les constatations qui sont faites au cours de ce suivi et tout document relatif à ce suivi sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les recommandations pour la protection des espèces potentielles présentes formulées par la structure naturaliste susvisée sont suivies par l'exploitant durant toute la durée de la présente autorisation.
Constats : Sans observations.
Observations : VI du 21/10/2021 : NC 2 : Le suivi qualitatif et quantitatif de la faune et de la flore présentes sur le site par une structure naturaliste n'est pas disponible. VI du 16/09/2022 : Le suivi qualitatif et quantitatif de la faune et de la flore présentes sur le site de l'année 2021 réalisé par Eure et Loir Nature est présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 2.5.1, 2.5.2 et 9.4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures compensatoires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.5.1 Compensation de zones humides Les mesures de restauration des fonctions biologiques de zones humides au sein du marais du Grand Boizard sur une surface de 3,5 ha présent sur la commune de Pontgouin (hors périmètre d'exploitation) sont mises en place comme décrit dans le dossier d'autorisation. La restauration de zones humides fonctionnelles est réalisée sur une période initiale de cinq ans renouvelable sur la durée d'exploitation et présente les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • enlèvements des arbres de haut jet (parcelles 72, 69 et 90), • enlèvement des saules et fauche bisannuelle, (parcelles 69 et 90), • fauche trisannuelle (parcelles 72, 69 et 90), <p>Les fauches sont réalisées en période estivale.</p> <p>2.5.2 Restauration de zones humides Quatre mares compensatoires sont mises en place comme figuré à l'annexe 3 du présent arrêté : Ces mares sont éloignées des boisements, positionnées de telle manière à en favoriser l'ensoleillement et l'accueil des amphibiens. L'alimentation temporaire des mares est assurée par les eaux de ruissellement des terrains avoisinants.</p> <p>9.4.3.2. Suivi des mesures compensatoires Les mesures de compensation portant sur la restauration des fonctions biologiques de zones humides au sein du marais du Grand Boizard font l'objet d'un suivi portant sur la gestion de ces zones par une structure naturaliste dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis au moins tous les deux ans sur l'ensemble de la durée d'autorisation du présent arrêté. Au terme de la période définie à l'article 2.5.1 du présent arrêté, l'exploitant réalise un bilan des actions relatif à la mise en place de zones humides fonctionnelles. Les fonctionnalités écologiques des zones servant de mesures compensatoires sont maintenues sur la durée de la présente autorisation.</p>
Constats : Certaines mesures compensatoires (compensation et restauration de zones humides, création d'une zone refuge) n'ont pas été mises en œuvre.
<p>Observations :</p> <p>VI du 21/10/2021 : NC3 : Certaines mesures compensatoires (compensation et restauration de zones humides, création d'une zone refuge) n'ont pas été mises en œuvre. Transmettre le bon de commande à l'ONF et le calendrier d'intervention pour la restauration du marais du Grand Boizard.</p> <p>VI du 16/09/2022 : L'exploitant présente un état d'avancement des mesures de compensation : * Restauration du marais du Grand Boizard (Commune de Pontgouin) : la compensation porte sur 4 zones du marais, à rouvrir. Ceresa avait été missionné pour réaliser une mission d'assistance à maîtrise d'œuvre en février 2020, et l'ONF avait été sollicité en novembre 2020 pour le chiffrage des travaux. En 2022, une actualisation du devis a été demandée par l'exploitant : la prestation est désormais estimée à environ 490 000 euros, soit presque 3 fois plus qu'il y a 2 ans.</p> <p>L'exploitant s'est donc rendu sur place le 15/09/2022 avec le propriétaire des terrains afin d'appréhender le chantier et de mieux comprendre les travaux à effectuer. Selon l'exploitant, il apparaît que la méthodologie proposée ne respecte pas l'esprit initial de la compensation (abattage des chênes, dessouchage total, évacuation des broyats et des grumes). D'autres entreprises de travaux forestiers ont donc été sollicitées pour chiffrer la prestation et réaliser le chantier.</p>

En tout état de cause, il est actuellement impossible de travailler dans le marais car les zones sont pour la plupart déjà trop humides voire inondées.

Les travaux seront donc à entreprendre entre le 1er septembre et le 15 septembre de l'année prochaine, si l'été est suffisamment sec.

* Restauration du Bois des Abbayes par défrichement d'une forêt de pins et décaissement du terrain : l'exploitant va demander la contre-expertise d'un écologue car la mesure de compensation proposée dans le dossier ne lui paraît pas pertinente et adaptée : défricher un bois potentiellement déjà fonctionnel, décaisser un versant naturellement penté. Quid de la compensation de ce défrichement préalable à une mesure déjà compensatoire ?

* Aménagement et gestion de la prairie en contrebas de la Ferme des Abbayes : le débroussaillage est prévu dans les semaines à venir. Un éco-pâturage sera ensuite mis en place pour entretenir la prairie.

* Création de 3 mares de substitution : fait.

* Amas de pierre en coin de la prairie de fauche : fait.

* Aménagement des combles d'une partie des bâtiments du corps de ferme : le rapport de suivi 2021 d'Eure et Loir Nature évoque l'absence de chauve-souris liée à la fréquentation du corps de ferme. L'exploitant indique que la première étape va donc être de sécuriser la zone en fermant totalement l'accès aux combles, ainsi Eure-et-Loir Nature pourra vérifier si les chiroptères reviennent. Le cas échéant, nous pourrions envisager d'effectuer les travaux prévus au DDAE pour favoriser leur développement.

L'exploitant précise qu'il pourra être amené à déposer un projet à connaissance afin de modifier les mesures de compensation en fonction des résultats des contre-expertises.

Dans l'attente de modification des mesures de compensation, la non-conformité est maintenue.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surfaces S1, S2 et S3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surfaces S1, S2 et S3
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : APC du 14/09/2020 Phase 1 S1 : 5.41 S2 : 17.06 S3 : 4.52
Constats : Dépassement de la surface S1.
Observations : VI du 21/10/2021 : NC4 : Dépassement des surfaces S2 et S3. VI du 16/09/2022 : Sur le plan d'exploitation de décembre 2021, les surfaces correspondant à la phase 1 sont les suivantes : S1 : 19.09 S2 : 15.13 S3 : 3.635 La surface S1 est supérieure à la valeur autorisée par l'APC du 14/09/2020. Néanmoins l'exploitant a déposé un porter à connaissance le 6/04/2021 afin de modifier les conditions d'exploitation. Les surfaces demandées dans ce porter à connaissance sont les suivantes : S1 : 19.30 S2 : 15.31 S3 : 3.87 Les surfaces du plan d'exploitation de décembre 2021 sont conformes à celles demandées par l'exploitant dans son porter à connaissance du 6/4/2021. Dans l'attente de l'instruction du porter à connaissance la non-conformité est maintenue.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Utilisation kit anti-pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
Constats : Sans observations.
Observations : VI du 21/10/2021 : NC6 : La consigne d'intervention établie par l'exploitant en vue de la mise en oeuvre du kit anti-pollution ne peut être mise en oeuvre du fait d'un manque de matériel à disposition du personnel. Le personnel n'est pas suffisamment entraîné à l'application de ces consignes. VI du 16/09/2022 : L'exploitant a complété tous les engins avec le matériel anti-pollution nécessaire. Par ailleurs, l'exploitant présente une attestation de formation du personnel en date 22/10/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Piezomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ; - le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines ou pour effectuer un prélèvement de plus de 80 m³/h, leurs coordonnées géographiques (en Lambert II étendu), la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ; - pour chaque forage, puits, sondage, ouvrage souterrain : la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués ...) ; - les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement et le compte rendu des travaux de comblement, tel que prévu à l'article 13 pour ceux qui sont abandonnés ; - le résultat des pompages d'essais, leur interprétation et l'évaluation de l'incidence de ces pompages sur la ressource en eau souterraine et sur les ouvrages voisins suivis conformément à l'article 9 ; - les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant. <p>Lorsque l'eau dont le prélèvement est envisagé est destinée à la consommation humaine, seules sont à fournir au titre du présent arrêté les informations relatives aux sondages de reconnaissance préalable, les prescriptions relatives à l'exécution et à l'équipement de l'ouvrage définitif étant fixées par l'arrêté individuel d'autorisation de prélèvement.</p>
Constats : L'ouvrage PZ6 n'est pas identifié par le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM).
<p>Observations :</p> <p>VI du 21/10/2021 : NC 5 : Les ouvrages PZ6 et PZ7 ne sont pas identifiés par le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM).</p> <p>VI du 16/09/2022 : L'exploitant présente le récépissé de déclaration pour le forage PZ7 du 12/7/2022 auprès du BRGM avec le numéro BSS 004EKWH. L'exploitant indique que le PZ6 est un ancien puit qui se trouve dans le village. L'exploitant indique qu'il va faire la demande auprès du BRGM.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Piezomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 9.2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Piezomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ouvrage est régulièrement entretenu de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères.
Constats : Dépassement des valeurs limites en MEST pour le PZ2 et le PZ7 lors du prélèvement du 15/06/2022.
Observations : VI du 21/10/2021 : NC7 : L'exploitant n'a pas pris toutes les précautions nécessaires lors de la réalisation du PZ7 en vue de prévenir les risques de pollution des eaux souterraines. L'exploitant n'a pas signalé au préfet dans les meilleurs délais l'incident ayant porté atteinte à la qualité des eaux souterraines ainsi que les premières mesures prises pour y remédier. VI du 16/09/2022 : L'exploitant présente le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines du deuxième trimestre 2022 du bureau d'étude SOCOTEC qui fait état d'une amélioration de la qualité des eaux. Néanmoins pour le PZ2 et le PZ7, les valeurs des MEST (360 et 210) sont supérieures à la VLE autorisée (35) pour le prélèvement du 15/06/2022 et inférieures pour le prélèvement du 24/03/2022. SOCOTEC indique que les variations des teneurs en MEST sont liées à la mobilisation des particules lors des prélèvements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Piezomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Piezomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En vue de prévenir les risques pour l'environnement et notamment celui de pollution des eaux souterraines ou superficielles, le déclarant prend toutes les précautions nécessaires lors de la réalisation des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains puis lors de leur exploitation par prélèvement d'eaux souterraines.
Constats : L'intégrité du piézomètre doit être vérifiée et la raison de la présence d'un animal dans le conduit du piézomètre doit être investiguée.
Observations : VI du 21/10/2021 : NC8 : L'état d'entretien du PZ2 ne garantit pas la protection de la ressource en eau souterraine. L'intégrité du piézomètre doit être vérifiée et la raison de la présence d'un animal dans le conduit du piézomètre doit être investiguée. VI du 16/09/2022 : L'exploitant indique qu'une intervention a eu lieu le 11/09/2022 pour vérifier l'intégrité du PZ2. Le matériel utilisé et notamment la caméra n'étaient pas assez long pour pouvoir investiguer les derniers mètres du PZ2. Une nouvelle intervention est prévue en octobre 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Matériaux extraits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La production maximale annuelle est de 400 000 tonnes/an de produits commercialisables.
Constats : Sans observations.
Observations : L'exploitant a présenté la quantité de produits commercialisables de 2021 qui est de 341 000 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 1.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ...Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins 6 mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3...
Constats : Le renouvellement des garanties financières n'est pas intervenu au moins 6 mois avant la date d'échéance.
Observations : Les garanties financières sont échues au 19/12/2022. Leur renouvellement n'est pas intervenu 6 mois avant cette date.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ...Le plan de gestion des déchets est révisé par l'exploitant tous les 5 ans...
Constats : Le plan de gestion des déchets n'a pas été révisé.
Observations : La plan de gestion des déchets date de 2016. L'exploitant n'a pas révisé ce document conformément à son arrêté préfectoral (périodicité de 5 ans).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet